agenzia fides
Fondata nel 1927
Organo di informazione delle Pontificie Opere Missionarie
http://www.fides.org

AFRIQUE/ZAMBIE - « Disposons-nous encore d'un Etat fonctionnant ? » se demande la Caritas

Lusaka (Agence Fides) – « Disposons-nous encore d'un Etat fonctionnant ? » : tel est le titre du communiqué de Caritas Zambie envoyé à l'Agence Fides dans lequel est exprimée la préoccupation de l'organisme caritatif ecclésial face à la détérioration des fonctions étatiques dans le pays.
« Le niveau de chaos, de banditisme et d'illégalité présent en Zambie a atteint des niveaux sans précédent à tel point que l'on a le droit de se demander s'il existe encore un Etat fonctionnant dans notre pays » affirme le document.
« L'élément grave de cette situation est que le parti aux affaires, le Front patriotique (PF) qui en 2011 avait été élu par le peuple pour garantir ses droits, la paix et la sécurité, se trouve au centre de ces problèmes » souligne le communiqué.
Les divisions internes au parti de gouvernement ont fini par se reverser sur la vie sociale du pays, se traduisant, selon la Caritas, par « une perturbation des conditions de vie normales, des violences à l'encontre de personnes innocentes et des vols de propriétés privées ». « Tout ceci a lieu dans une société où la majorité des pauvres a des difficultés à avoir accès à la nourriture, à une assistance sanitaire de qualité et au travail ».
La situation grave dans laquelle le pays sombre, remarque la Caritas, semble cependant passer au second plan par rapport aux luttes de pouvoir internes au PF. « Il existe évidemment un manque de leadership à l'intérieur du parti de gouvernement qui n'est pas en mesure de prévenir les problèmes actuels. Les responsables politiques se trouvant au sommet se trouvent au centre de la confusion ».
La tension dans le pays est en outre accrue par les occupations illégales de terres de la part de personnes liées au PF, par les polémiques relatives à la non approbation de la loi sur la liberté d'expression et par les différents renvois concernant l'approbation de la nouvelle Constitution. (L.M.) (Agence Fides 02/10/2013)

I contenuti del sito sono pubblicati sotto Licenza Creative Common - http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/deed.it